

Pau, le

ARRETE N°AP-2023-0327

**LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;  
Vu le Code de la Route, et notamment les articles R.110-1 et suivants et R.415-6 ;  
Vu le Code Pénal ;  
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;  
Vu l'arrêté municipal n°AP-2022-0049 en date du 15 juin 2022 réglementant un cédez-le-passage au carrefour formé par la rue Amédée Roussille et la rue du général Dauture ;  
Considérant que le régime de priorité dudit carrefour a été modifié en STOP ;  
Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publiques, d'instaurer un régime de priorité à l'intersection formée par rue Amédée Roussille ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – Les dispositions de l'arrêté municipal n°AP-2022-0049 en date du 15 juin 2022 qui réglementait un cédez-le-passage au carrefour formé par la rue Amédée Roussille et la rue du général Dauture sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

**ARTICLE 2** – Les conducteurs circulant rue Amédée Roussille et débouchant sur la rue du général Dauture, doivent marquer un temps d'arrêt à la limite de la chaussée abordée, céder le passage aux véhicules roulant sur cette dernière voie et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

**ARTICLE 3** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire dite « Stop » par les Services Techniques Municipaux.

**ARTICLE 4** – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

**ARTICLE 6** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

**01 AOUT 2023**

  
Clarisse JOHNSON LE LOHER  
Pour le Maire et par délégation  
L'Adjointe au Maire



